

COMMUNE DE TREGOUREZ
Rue Yves ALLAIN
29970 TREGOUREZ

RENOVATION ET EXTENSION DE LA MAIRIE

MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX

Marché de travaux à procédure adaptée soumis aux dispositions de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Pouvoir adjudicateur
<p>COMMUNE DE TREGOUREZ</p> <p>Rue Yves ALLAIN</p> <p>29970 TREGOUREZ</p> <p>☎ : 02 98 59 10 28</p>

Maitre d'œuvre
<p>AEC Selarl d'architecture</p> <p>79 Avenue du Rouillen,</p> <p>29500 Ergué-Gabéric</p>

Personne habilitée à représenter le pouvoir adjudicateur
Monsieur le Maire de TREGOUREZ

Objet de la consultation
Rénovation et extension de la Mairie

Procédure de passation
Le présent marché est passé en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Remise des candidatures et des offres
Date et heure limites de réception : 3 juillet 2018 à 16H00

SOMMAIRE

I. POUVOIR ADJUDICATEUR	5
ARTICLE 1.2 - TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR ET ACTIVITE(S) PRINCIPALE(S)	5
II. OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 2.1 - DESCRIPTION	5
2.1.1 INTITULE ATTRIBUE AU MARCHE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR	5
2.1.2 TYPE DE MARCHE ET LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX, DE LIVRAISON DE FOURNITURES OU DE PRESTATION DE SERVICES	5
2.1.3 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	6
2.1.4 NATURE DE L'ATTRIBUTAIRE	6
2.1.5 SOUS-TRAITANCE	6
2.1.5 CLASSIFICATION CPV (VOCABULAIRE COMMUN POUR LES MARCHES PUBLICS)	7
2.1.6 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER (S.P.S.)	7
2.1.7 OPTIONS, PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	7
2.1.8 COMPLEMENTS A APPORTER AU C.C.A.P. ET C.C.T.P.	7
2.1.9 SOLUTION DE BASE	7
2.1.10 VARIANTES	7
2.1.11 OPTIONS	9
2.1.12 LANGUE DE REDACTION DE L'OFFRE	9
2.1.13 UNITE MONETAIRE DE L'OFFRE	9
III. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE	9
ARTICLE 3.1 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT	9
3.1.1 CAUTIONNEMENT ET GARANTIES EXIGEEES	9
3.1.2 PRINCIPALES CONDITIONS FINANCIERES ET DISPOSITIONS EN MATIERE DE PAIEMENT ET/OU REFERENCES AUX TEXTES QUI LES REGLEMENTENT	9
3.1.3 FORME JURIDIQUE QUE DEVRA REVETIR LE GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES ATTRIBUTAIRE DU MARCHE	10
3.1.4 L'EXECUTION DU MARCHE EST SOUMISE A D'AUTRES CONDITIONS PARTICULIERES	11
ARTICLE 3.2 - CONDITIONS DE PARTICIPATION	11
3.2.1 SITUATION PERSONNELLE DES OPERATEURS ECONOMIQUES, Y COMPRIS EXIGENCES RELATIVES A L'INSCRIPTION AU REGISTRE DU COMMERCE OU DE LA PROFESSION	11
3.2.2 CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE	11
3.2.3 CAPACITE TECHNIQUE	11
3.2.4 MARCHES RESERVES	12
ARTICLE 3.3 - CONDITIONS PROPRES AUX MARCHES DE SERVICES	12
IV. PROCEDURE	12
ARTICLE 4.1 - TYPE DE PROCEDURE	12

4.1.1	TYPE DE PROCEDURE	12
4.1.2	LIMITES CONCERNANT LE NOMBRE D'OPERATEURS INVITES A SOUMISSIONNER OU A PARTICIPER	12
4.1.3	NEGOCIATION OU DIALOGUE	12
	ARTICLE 4.2 - CRITERES D'ATTRIBUTION	12
	ARTICLE 4.3 - CONDITIONS D'OBTENTION DU CAHIER DES CHARGES ET DES DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	15
4.3.1	MODE D'OBTENTION DES DOCUMENTS	15
4.3.2	DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES OU DES DEMANDES DE PARTICIPATION	15
4.3.3	LANGUE POUVANT ETRE UTILISEE DANS L'OFFRE OU LA DEMANDE DE PARTICIPATION	15
4.3.4	DELAJ MINIMAL PENDANT LEQUEL LE SOUMISSIONNAIRE EST TENU DE MAINTENIR SON OFFRE	15
4.3.5	MODALITES D'OUVERTURE DES OFFRES	15
V.	CONDITIONS DE TRANSMISSION DES OFFRES	15
	ARTICLE 5.1 - REMISE DES PLIS SUR SUPPORT PAPIER	15
	ARTICLE 5.2 - REMISE DES PLIS PAR ENVOI ELECTRONIQUE	16
VI.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	17
	ARTICLE 6.1 - RENOUVELLEMENT	17
	ARTICLE 6.2 - INFORMATION SUR LES FONDS DE L'UNION EUROPEENNE	17
	ARTICLE 6.3 - AUTRES INFORMATION	17
	ARTICLE 6.4 - PROCEDURES DE RECOURS.	17
VII.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION – CONTENU DES OFFRES	18
	ARTICLE 7.1 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	18
	ARTICLE 7.2 - CONTENU DU DOSSIER D'OFFRE	18
VIII.	ELIMINATION DES CANDIDATURES	19
IX.	VISITE DE SITE	20
X.	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS	20

I. POUVOIR ADJUDICATEUR

Commune de TREGOUREZ, à l'attention de Monsieur le Maire rue Yves ALLAIN - 29970 TREGOUREZ

☎ : 02 98 59 10 28

Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues : point(s) de contact susmentionné(s).

Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées : point(s) de contact susmentionné(s).

Il est fortement recommandé aux candidats de s'identifier sur le site et notamment d'indiquer une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Article 1.2 - Type de pouvoir adjudicateur et activité(s) principale(s)

Autre :

- Autorité locale,

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : non

II. OBJET DU MARCHÉ

Article 2.1 - Description

La présente consultation concerne les travaux de rénovation et extension de la Mairie sur la commune de TREGOUREZ (29970).

2.1.1 Intitulé attribué au marché par le pouvoir adjudicateur

Rénovation et extension de la Mairie

2.1.2 Type de marché et lieu d'exécution des travaux, de livraison de fournitures ou de prestation de services

Type de marché de travaux : exécution.

Lieu d'exécution : «rue Yves ALLAIN - 29970 TREGOUREZ.

2.1.3 Décomposition en tranches et lots

Les travaux sont répartis en 14 lots désignés ci-après dont 5 lots font l'objet de la présente consultation :

LOT 1 TERRASSEMENTS - VRD - ESPACES VERTS

~~LOT 2 GROS ŒUVRE~~

~~LOT 3 CHARPENTE BOIS~~

LOT 4 ETANCHEITE -COUVERTURE - BARDAGE ZINC

~~LOT 5 MENUISERIE ALUMINIUM~~

~~LOT 6 MENUISERIE BOIS~~

LOT 7 PLATRERIE - CLOISONS SECHES - ISOLATION

~~LOT 8 REVETEMENTS DE SOLS - FAIENCE~~

~~LOT 9 PLAFONDS SUSPENDUS~~

~~LOT 10 PEINTURE - REVETEMENTS MURAUX~~

LOT 11 ELECTRICITE- COURANTS FAIBLES

~~LOT 12 PLOMBERIE SANITAIRE VENTILATION - CHAUFFAGE~~

~~LOT 13 OCCULTATION~~

LOT 14 INSTALLATION PHOTOVOLTAIQUE (lot optionnel)

Il n'est pas prévu de découpage en tranche.

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

2.1.4 Nature de l'attributaire

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire. Si le montant est supérieur à 600 Euros T.T.C., le sous-traitant a droit au paiement direct.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

Aussi, un même prestataire ne pourra être mandataire de plus d'un groupement pour ce marché.

2.1.5 Sous-traitance

Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG Fournitures courantes et services s'appliquent :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

Conformément à l'article 114 du code, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 116, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents mentionnés au présent article vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2.1.5 Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics)

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale : 45210000-2. Travaux de construction de bâtiments.

2.1.6 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (S.P.S.)

Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, fait l'objet d'un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS).

2.1.7 Options, prestations supplémentaires éventuelles

Oui.

2.1.8 Compléments à apporter au C.C.A.P. et C.C.T.P.

Le candidat n'a pas à apporter de compléments au Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ni au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

2.1.9 Solution de base

Le dossier de consultation est constitué d'une solution de base ; les candidats devront répondre conformément à cette solution de base.

2.1.10 Variantes

Les variantes sont autorisées, cependant elles devront être proposées en annexe à l'offre de base . elles pourront n'être retenues qu'après approbation du maître d'oeuvre et du maître d'ouvrage

2.1.11 Options

Le dossier de consultation comporte un ou des options pour les lots suivants :

LOT 1 TERRASSEMENTS - VRD - ESPACES VERTS

une option pour réseaux pour photovoltaïque

LOT 4 ETANCHEITE -COUVERTURE - BARDAGE ZINC

une option pour remplacement de velux

une option pour suppression prestations liées au lot photovoltaïque

une option pour remplacement de gouttières existantes

LOT 7 PLATRIERIE - CLOISONS SECHES - ISOLATION

une option pour refection de joues de velux

une option pour isolation soufflée en combles

une option pour reprise en rive de baies d'étage

LOT 11 ELECTRICITE- COURANTS FAIBLES

une option pour remplacement de luminaires en sous sol

2.1.12 Langue de rédaction de l'offre

L'offre doit être impérativement rédigée en langue française.

2.1.13 Unité monétaire de l'offre

Le candidat est informé que le marché sera conclu dans l'unité monétaire euro (€).

III. RENSEIGNEMENTS ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE	D'ORDRE JURIDIQUE,
---	-------------------------------

Article 3.1 - Conditions relatives au contrat

3.1.1 Cautionnement et garanties exigées

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque acompte, conformément à l'article 101 du Code des Marchés Publics. La retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire, conformément à l'article 102 du Code des Marchés Publics.

Une avance d'un montant de 5 % du montant (TTC) du marché, calculée selon les modalités prévues au CCAP, pourra être accordée, sous réserve de la constitution d'une garantie à première demande en garantissant le remboursement, conformément aux articles 87 à 90 du Code des Marchés Publics. Le candidat peut cependant refuser le versement de l'avance. Dans ce cas il devra le préciser à l'acte d'engagement. L'absence de précision apportée sur ce point par le candidat sera considérée comme une acceptation de l'avance.

3.1.2 Principales conditions financières et dispositions en matière de paiement et/ou références aux textes qui les règlementent

Les prix sont fermes et actualisables.

Les paiements seront réalisés par virement administratif. Le délai global de paiement des avances, soldes et indemnités est fixé à 30 jours conformément à l'article 98 du code des marchés publics.

Le point de départ du délai de paiement des acomptes est fixé à la date de la réception par le Maître d'Oeuvre de la demande de paiement émise par le titulaire du marché, accompagnée des justifications nécessaires. Le point de départ du délai de paiement du solde est fixé à la date de réception du décompte général et définitif par le Maître d'ouvrage.

Le Maître d'œuvre transmet, sous un délai de 10 jours, le paiement des acomptes et états.

Le défaut de paiement dans le délai indiqué à l'article précédent fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. (article 9 du décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique).

Présentation des demandes de paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 11.4 du C.C.A.G Travaux.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur le présent marché,
- le numéro du marché,
- les prestations livrées ou exécutées,
- le prix des prestations accessoires,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées,
- la date de facturation.

Les factures seront adressées et libellées à l'ordre de :

Commune de TREGOUREZ
Rue Yves ALLAIN
29970 TREGOUREZ

3.1.3 Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché

Les candidats pourront se présenter en candidat unique ou en groupement.

Forme imposée pour l'attribution : le pouvoir adjudicateur n'impose aucune condition en ce qui concerne la composition des éventuels groupements.

En application de l'article 51.VI du Code des marchés publics, il est interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

3.1.4 L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article 14 du Code des marchés publics.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article 15 du Code des marchés publics.

Article 3.2 - Conditions de participation

3.2.1 Situation personnelle des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- Une lettre de candidature avec identification du candidat ou le formulaire DC1 disponible sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

En cas de groupement, les candidatures seront présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché.

- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société,
- La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire,
- Les déclarations sur l'honneur en application des articles 43 et 44 du code des marchés publics listées dans le formulaire DC1 édité par la direction des affaires juridiques du ministère de l'économie et des finances accessible sur le site internet à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>,
- Le RIB.

En cas de groupement, chaque membre du groupement devra fournir l'ensemble des documents énumérés dans cette rubrique.

3.2.2 Capacité économique et financière

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- le chiffre d'affaires global,
- Le chiffre d'affaires concernant les travaux auxquels se réfère le marché.

Le pouvoir adjudicateur recommande l'utilisation du formulaire DC2 disponible sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

3.2.3 Capacité technique

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- présentation d'une liste de travaux effectués au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquaient le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisaient s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin,
- déclaration affectée à l'opération indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

3.2.4 Marchés réservés

Non.

Article 3.3 - Conditions propres aux marchés de services

Sans objet, marché de travaux.

IV. PROCEDURE

Article 4.1 - Type de procédure

4.1.1 Type de procédure

Le marché est passé en procédure adaptée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

4.1.2 Limites concernant le nombre d'opérateurs invités à soumissionner ou à participer

Sans objet.

4.1.3 Négociation ou dialogue

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de négocier ou de dialoguer.

Article 4.2 - Critères d'attribution

Il est rappelé que les candidatures et les offres devront être rédigées en langue française et que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les candidatures seront examinées en fonction des critères suivants :

Garanties et capacités techniques et financières
Capacités professionnelles

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Valeur financière	60 points
2-Valeur technique	40 points
Total	100 points

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que :

- **les offres inappropriées** (au sens du 3° du II de l'article 35 du CMP),
- **les offres irrégulières ou inacceptables** (au sens du 1° du I de l'article 35 du CMP),
- **les offres anormalement basses** (conformément à l'article 55 du CMP), **seront écartées.**

Les offres restantes seront analysées selon les critères définis ci-dessus.

- **Valeur financière : 60 points**

Formule de calcul de la « note Prix » :

$(60 \times \text{montant de l'offre la moins disante}) / \text{montant de l'offre analysée}$

- **Valeur technique : 40 points**

Le critère «Valeur technique» sera apprécié globalement au regard du mémoire technique fourni par le candidat et comprenant notamment les éléments suivants :

➤ **Grille d'évaluation pour l'ensemble des lots:**

Evaluation de la valeur technique		Note maximum
Méthodologie	Moyens humains (précisez le personnel et l'encadrement que vous allez mettre à disposition sur le chantier par phase d'intervention : nb de jours des intervenants, qualifications, expériences).	10 points
	Moyens matériels (décrivez le matériel que vous allez mettre à disposition sur le chantier par phase d'intervention)	5 points
	Planning d'exécution des travaux par phase d'intervention	5 points
	Visite des locaux et lieu d'exécution des prestations	5 points
Fiches techniques	Provenance envisagée pour les matériaux et les équipements (origine, marque, certification) avec les fiches techniques.	5 points
Qualité, sécurité et environnement	Qualité et sécurité : mesures de contrôle interne envisagées, moyens pour assurer la sécurité des salariés de l'entreprise et des usagers de la déchèterie pendant le chantier	5 points
	Environnement : gestion des déchets de chantier	5 points

	TOTAL	40 points
--	-------	-----------

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les documents mentionnés à l'article 46 du code des marchés publics. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci : ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours.

Conformément à l'article 46 du code des marchés publics, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai maximal de 10 jours à compter de la réception du courrier que son offre a été retenue :

- les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 du code du travail.
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.
- Une attestation d'assurance couvrant les risques liés au marché pour l'année en cours

Si le candidat en question ne produit pas ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué

Article 4.3 - Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires

4.3.1 Mode d'obtention des documents

Retrait sur la plateforme de dématérialisation.

4.3.2 Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

Date indiquée en page n° 2 du présent règlement particulier de la consultation.

4.3.3 Langue pouvant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation

Français.

4.3.4 Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

4.3.5 Modalités d'ouverture des offres

Sans objet.

V. CONDITIONS DE TRANSMISSION DES OFFRES

Article 5.1 - Remise des plis sur support papier

Les candidats transmettront leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

Candidat : Mettre ici les coordonnées de l'entreprise ou du groupement

*« Offre pour rénovation et extension de la mairie de Trégourez »
Lot n°*

NE PAS OUVRIR AVANT LA DATE PRÉVUE

Ce pli devra :

- être déposé directement contre récépissé. Il devra parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page n° 2 du présent document et ce, à l'adresse suivante :

MAIRIE DE TREGOUREZ

**Rue Yves ALLAIN
29970 TREGOUREZ**

- être envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal. Il devra parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page n° 2 du présent document et ce, à l'adresse suivante :

M. LE MAIRE DE TREGOUREZ

**Rue Yves ALLAIN
29970 TREGOUREZ**

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs. Pour les plis adressés en recommandé, seules la date et l'heure figurant sur l'avis de réception postal feront foi.

Les candidats sont seuls responsables des conditions d'acheminement de leurs plis.

Le pli précité doit contenir respectivement dans une seule enveloppe, les **Pièces de la candidature** et les **Pièces de l'offre** dont le contenu est défini au présent règlement de la consultation.

Article 5.2 - Remise des plis par envoi électronique

La transmission des offres par voie électronique est autorisée. Les offres peuvent être déposées sur la plate-forme de dématérialisation www.e-megalisbretagne.org.

Conditions d'envoi et de remise des offres par voie électronique :

Les candidats sont autorisés à transmettre leur pli par voie électronique à l'adresse suivante : www.e-megalisbretagne.org; en revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

En cas de réponse électronique, le candidat peut transmettre à la personne publique une copie de sauvegarde. Cette copie de sauvegarde, sur support physique électronique (CD ROM, DVD Rom, clé USB...) ou bien sur support papier, est une copie des dossiers de candidature et des offres destinée à se substituer, en cas d'anomalie, aux dossiers de candidatures et des offres transmises par voie électronique.

Elle doit être transmise sous pli scellé et comporter obligatoirement la mention « copie de sauvegarde ». Elle doit parvenir à la personne publique dans les délais impartis pour la remise des offres.

Concernant les conditions de présentation des plis électroniques, elles sont identiques à celles exigées pour les réponses sur support papier.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT + 01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Avertissement sur l'heure de clôture de réception des réponses électroniques.

Afin de garantir l'égalité de traitement des candidats qui peuvent remettre leur offre soit sous format papier contre récépissé sur le lieu de dépôt, soit par voie postale avec accusé de réception, ou encore sur la plateforme électronique, il est précisé que toute offre électronique dont l'horodatage délivré par la plateforme medialex sera postérieur à l'heure limite de réception de réception des plis de cette même plateforme sera automatiquement enregistré comme hors délai.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé ne jamais avoir été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Formats de fichiers dématérialisés acceptés par la commune de TREGOUREZ : word, excel, pdf, jpg.

VI. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Article 6.1 - Renouvellement

Il s'agit d'un marché non renouvelable.

Article 6.2 - Information sur les fonds de l'union européenne

Marché s'inscrivant dans un projet et/ou programme financé par des fonds communautaires : non.

Article 6.3 - Autres information

Unité monétaire utilisée : l'euro.

Il ne s'agit pas d'un marché passé pour l'achat d'énergie.

Il ne s'agit pas d'un marché à bons de commande.

Le marché n'est pas un marché à tranche, ni une convention de prix associée à des marchés type.

Application de l'article 53 IV 2 et 3 du Code des marchés publics : non.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans l'une des rubriques de la décomposition du prix global et forfaitaire figurant dans l'offre d'un Entrepreneur candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation, le montant global forfaitaire étant seul pris en considération.

Toutefois, si l'Entrepreneur est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 6.4 - Procédures de recours.

Les renseignements concernant les délais et voies de recours (référé précontractuel, référé contractuel, recours pour excès de pouvoir, plein contentieux) peuvent être obtenus auprès de l'instance chargée des recours désignée ci-dessous.

6.4.1 Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Rennes

3 contour de la Motte - CS 44416

35 044 Rennes Cedex

Téléphone : + 33 2 23 21 28 28

Télécopie : + 33 2 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet : <http://www.ta-rennes.juradm.fr>

Organe chargé des procédures de médiation :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics conformément à l'article 127 du Code des marchés publics

Préfecture de région

6 Quai Ceineray - B.P 33515

44035 Nantes Cedex 1

Téléphone : +33 2 40 41 23 65

Télécopie : +33 2 40 41 20 25

VII. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION – CONTENU DES OFFRES

Article 7.1 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

1. L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles propres à chaque lot ;
2. Le présent RPC
3. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
4. La fiche de visite
5. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.);
6. Le mémoire technique fourni par l'entreprise dans son offre ;
7. Pièces graphiques.

Article 7.2 - Contenu du dossier d'offre

Ces documents sont listés ci-après :

- 1** – l'Acte d'Engagement, à compléter, cadre ci-joint à compléter, dater, signer en y apposant le cachet commercial du candidat.
- 2** – le Cahier des Clauses Administratives Particulières, document ci-joint à accepter sans modification, dater, signer en y apposant le cachet commercial du candidat.
- 3** – le Cahier des Clauses Techniques Particulières, document ci-joint à accepter sans modification, dater, signer en y apposant le cachet commercial du candidat.
- 4** – la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire ou devis à établir suivant nomenclature des éléments du CCTP
- 5** – Un mémoire justificatif et explicatif à établir par le candidat.
 - I. Moyens affectés au chantier (adaptation aux problèmes posés). Description qualitative et quantitative des moyens humains et matériels affectés au chantier, et notamment :
 - Organigramme du chantier, nombre de personnes affectées aux études, à l'encadrement et à l'exécution, avec indication de la fonction de chaque personne mobilisée, de l'expérience de celle-ci.
 - Liste des moyens techniques et matériels propres à l'exécution des travaux de ce marché.

- II. Méthodologies mises en œuvre pour la réalisation des travaux. Elles seront développées avec le maximum de détail pour toutes les méthodes proposées pour exécuter le présent marché, en expliquant leur adéquation avec l'opération à réaliser, incluant tous les plans, les schémas et illustrations photographiques nécessaires à la compréhension. Ces méthodologies seront accompagnées d'un planning prévisionnel détaillé par phase d'intervention, et d'une indication des principales contraintes identifiées pour la réalisation du chantier.
- III. La fiche de visite
- IV. Descriptif technique des fournitures mises en œuvre.
- V. mesures prises pour assurer la sécurité l'hygiène et la sécurité du chantier et la protection de l'environnement avec notamment :
 - les dispositions prises pour la gestion de la santé et la sécurité sur le chantier.
 - les indications sur le balisage, la signalisation.
 - le tri des déchets sur le chantier et la traçabilité des déchets, avec indication des dispositions prises pour assurer le maintien de la propreté du chantier pendant les travaux et en dehors des horaires de travail.

Spécifications techniques :

Lorsque les travaux objet du marché sont définis par référence à des normes ou à d'autres documents équivalents accessibles aux candidats, le candidat peut prouver, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente ces spécifications.

Lorsque les travaux objet du marché sont définis par référence à des performances ou des exigences fonctionnelles, le candidat est tenu de prouver, par tout moyen approprié, que les normes ou documents équivalents que son offre comporte répondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

VIII. ELIMINATION DES CANDIDATURES

En application de l'article 52 du Code des Marchés Publics (CMP), les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions de l'article 43 ou qui, le cas échéant après mise en œuvre des dispositions du premier alinéa de l'article 52, produisent des dossiers de candidature ne comportant pas les pièces mentionnées aux articles III.2.1.), III.2.2) et III.2.3) du règlement particulier de la consultation et rappelées à la rubrique conditions de participation de l'avis d'appel public à la concurrence ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

Les candidatures ne présentant pas de garanties professionnelles, techniques, économiques et financières suffisantes seront éliminées: ces garanties seront appréciées au regard des indications fournies par les candidats dans leur dossier de candidature, conformément aux exigences de la personne publique fixées à l'article III.2.3) du règlement particulier de la consultation et rappelées à la rubrique conditions de participation de l'avis d'appel public à la concurrence.

Ces documents sont à fournir sur papier libre (ou en utilisant si le candidat le souhaite les documents facultatifs DC1 et DC2 téléchargeables à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>, remplis conformément aux renseignements demandés par la collectivité).

IX. VISITE DE SITE

Il n'est pas prévu de date de visite accompagnée par la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'oeuvre.

Les entreprises sont cependant invitées à visiter le site et les locaux en raison de la nature du projet et de l'intervention sur les existants, elle prendra rendez vous avec le maître d'ouvrage s'il désire visiter l'intérieur des locaux. L'entreprise fera viser la fiche de visite par la personne l'accompagnant

L'objectif de cette visite étant de permettre aux candidats de prendre connaissance des lieux afin d'estimer correctement la nature et l'importance des travaux à réaliser.

En tout état de cause, au jour de la remise des offres, les candidats seront réputés avoir tout mis en œuvre pour prendre connaissance de toutes les conditions susceptibles, de quelque manière que ce soit, d'avoir une influence sur l'exécution des prestations et ne pourront arguer d'une ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou des délais complémentaires.

X. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Les candidats devront faire parvenir une demande écrite au plus tard huit (8) jours avant la date limite de remise des offres. Une réponse sera adressée à tous les candidats ayant retiré le dossier. Pour effectuer une visite du site ou pour obtenir tout renseignement complémentaire, les candidats devront s'adresser à :

- D'ordre administratif

M. LE MAIRE DE TREGOUREZ

Rue Yves ALLAIN

29970 TREGOUREZ

☎ : 02 98 59 10 28

- D'ordre technique

Des renseignements complémentaires qui seraient nécessaires aux candidats pour la réalisation de l'étude pourront être fournis en contactant :

AEC Selarl d'architecture

M. Jean-Paul THOMAS

☎ : 02 98 53 03 70